

Embargo jusqu'au 3 mai 2023, 6:00 am (GMT+2)

Asie-Pacifique

Entre sclérose des régimes à parti unique et captation oligarchique de l'information

[Corée du Nord](#) (180e), [Chine](#) (179e), [Vietnam](#) (178e), [Birmanie](#) (173e)... En Asie, c'est dans les régimes à parti unique que l'exercice du journalisme est le plus entravé, avec des dirigeants qui resserrent leur mainmise totalitaire sur le discours public. À commencer par Xi Jinping, qui s'est reconduit à la tête de l'État chinois pour un troisième mandat historique, s'assurant une concentration du pouvoir jamais vue depuis Mao Zedong, afin de mener à bien la croisade contre le journalisme qu'il a lancée il y a dix ans.

Et de fait, la Chine est la plus grande prison au monde pour les professionnels des médias et les défenseurs de la liberté de la presse. Dans ce palmarès funeste, elle est suivie de près par la Birmanie qui, depuis le coup d'État du 1er février 2021, est redevenue un trou noir de l'information.

L'autre phénomène qui restreint dangereusement la libre circulation de l'information tient à sa captation par des oligarques qui entretiennent des liens étroits avec les dirigeants politiques. C'est particulièrement le cas dans des régimes dits "hybrides" comme l'[Inde](#) (161e), où l'ensemble de la presse grand public est désormais détenue par des industriels proches du Premier ministre Narendra Modi.

En parallèle, ce dernier dispose d'une armée de partisans qui font la chasse à toute information jugée critique en ligne, n'hésitant pas à lancer d'effroyables campagnes de harcèlement. Coincée entre ces deux formes de pression extrême, une large part de la profession est, de fait, forcée à l'autocensure.

On retrouve cette tendance au [Bangladesh](#) (163e) ou au [Cambodge](#) (147e), où la répression des médias indépendants par les gouvernements en place s'est durcie à l'approche des échéances électorales prévues dans les prochains mois.

Questions interdites

Autre spécificité régionale : la persistance de questions interdites et de sujets tabous empêche les journalistes de travailler librement. C'est clairement le cas en [Afghanistan](#) (152e), où le pouvoir des talibans ne tolère aucune incartade à leur version fanatique de la charia et où les femmes journalistes sont en train d'être littéralement effacées du paysage médiatique. Ailleurs, les médias savent qu'ils risquent gros s'ils s'en prennent trop frontalement au souverain, comme au sultanat de [Brunei](#) (142e), en [Thaïlande](#) (106e) ou au [Bhoutan](#) (90e).

À l'inverse, certaines alternances gouvernementales ont permis de desserrer l'étau qui enfermait la presse, tel qu'on peut le constater au [Pakistan](#) (150e) ou aux [Philippines](#) (132e) – même si ces deux pays restent, toutefois, parmi les plus dangereux au monde pour les journalistes. Des renouvellements de coalition gouvernementale expliquent également la progression de pays comme le [Sri Lanka](#) (135e), la [Malaisie](#) (73e) ou l'[Australie](#) (27e).

En haut du classement, les démocraties fonctionnelles ont parfait leur rôle de modèle, comme à [Taïwan](#) (35e), aux îles [Samoa](#) (19e) ou en [Nouvelle-Zélande](#) (13e). Surprise de cette édition 2023, la jeune démocratie du [Timor-oriental](#), encore en construction, se hisse dans le top 10. C'est la confirmation, en positif, du constat dressé plus haut sur les régimes à parti unique : un pouvoir trop fort, ultra-concentré, est le principal obstacle au libre exercice du journalisme ; et c'est lorsque les pouvoirs politiques, économiques et judiciaires s'équilibrent et se régulent que la liberté de la presse peut pleinement s'épanouir.